



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Relance du LOT 4 "Menuiserie extérieure -
serrurerie" du marché de travaux pour l'extension du
campus de formation par alternance d'Albi après
liquidation judiciaire du titulaire**

Chambre de Commerce et d'Industrie du Tarn
Maison de l'Economie
1 Avenue du Général Hoche
81000 ALBI

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat..... | 4 |
| 1.3 - Dispositif de vigilance | 4 |
| 1.4 - Réalisation de prestations similaires..... | 4 |
| 2 - Pièces contractuelles..... | 4 |
| 3 - Intervenants | 5 |
| 3.1 - Maîtrise d'œuvre | 5 |
| 3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie..... | 5 |
| 3.3 - Contrôle technique..... | 5 |
| 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs | 5 |
| 3.5 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur | 6 |
| 4 - Durée et délais d'exécution | 6 |
| 5 - Prix..... | 6 |
| 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 6 |
| 5.2 - Modalités de variation des prix | 6 |
| 6 - Garanties Financières | 6 |
| 7 - Avance | 6 |
| 7.1 - Conditions de versement et de remboursement..... | 7 |
| 7.2 - Garanties financières de l'avance..... | 7 |
| 8 - Modalités de règlement des comptes..... | 7 |
| 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels | 7 |
| 8.2 - Présentation des demandes de paiement..... | 7 |
| 8.3 - Délai global de paiement | 8 |
| 8.4 - Paiement des cotraitants | 8 |
| 8.5 - Paiement des sous-traitants..... | 9 |
| 9 - Conditions d'exécution des prestations..... | 9 |
| 9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits | 9 |
| 9.2 - Conditions générales d'exécution des travaux..... | 9 |
| 9.3 - Préparation et coordination des travaux | 9 |
| 9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux | 9 |
| 9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier | 9 |
| 9.3.3 - Registre de chantier | 10 |
| 9.4 - Etudes d'exécution | 10 |
| 9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier..... | 10 |
| 9.5.1 - Gestion des déchets de chantier..... | 10 |
| 9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux | 10 |
| 9.5.3 - Documents à fournir après exécution | 11 |
| 10.1 - Réception des travaux..... | 11 |
| 10.1.1 - Dispositions applicables à la réception..... | 11 |
| 10.1.2 - Epreuves concluantes | 11 |
| 11 - Garantie des prestations..... | 11 |
| 12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 11 |
| 13 - Pénalités..... | 11 |
| 13.1 - Pénalités de retard..... | 12 |
| 13.2 - Pénalité pour travail dissimulé | 12 |
| 13.3 - Autres pénalités spécifiques | 12 |
| 14 - Assurances | 12 |
| 15 - Résiliation du contrat..... | 12 |

| | |
|--|----|
| 15.1 - Conditions de résiliation..... | 12 |
| 16 - Règlement des litiges et langues..... | 13 |
| 17 – Circonstances imprévisibles..... | 13 |
| 18 - Dérogations..... | 14 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le marché a pour objet d'exécuter les travaux restants de menuiserie extérieure et de serrurerie du lot 4 de la précédente procédure 21TAR02L "Travaux pour l'extension du campus de formation par alternance d'Albi" après liquidation judiciaire du précédent titulaire SARL SPB.

Lieu d'exécution :

36 Avenue du Général Hoche
81000 Albi

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

1.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le calendrier des travaux
- Le rapport initial du contrôle technique (RICT)

Pièces contractuelles post notification (à titre non exhaustif) :

- Courriers de sommation, bons de commande, acte de sous-traitance.
- Les PV de chantier, comptes rendus de chantier objet du présent marché.
- Ensemble des documents objet du présent marché établis et remis par le titulaire à la CCI Tarn

Autres pièces générales :

- Le code de la commande publique (modifié à droit constant) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) en vigueur applicables aux marchés publics de travaux.
- L'ensemble des normes et réglementations mentionnées dans le CCTP et ses annexes

Ces dernières pièces, bien que non matériellement jointes au présent marché, sont réputées parfaitement connues par le titulaire. Cette liste n'est pas nominative, elle est un rappel des principales prestations obligatoires conformes aux règles en la matière. En complément de l'article 4 du présent CCAP, le titulaire devra, au titre de son devoir de conseil, informer l'acheteur public, de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux travaux définis dans le présent marché durant toute sa durée. Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets,

arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux, et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. Ces normes sont réputées parfaitement connues par le titulaire.

Les annexes listées au présent article font partie intégrante du marché.

L'exemplaire de toutes ces pièces contractuelles est conservé dans les archives de l'acheteur public et fait seul foi.

Les pièces générales doivent être considérées comme étant celles en vigueur un mois avant la date limite de réception des offres.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation, des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicable à l'opération, au site et au présent marché. Le montant du marché est réputé en tenir compte

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SCP SABATIER Architectes
Rue Gustave Eiffel
81990 PUYGOUZON
Tél : 05 63 47 66 76
Email : scp@sabatier-architectes.fr

OTCE MP – Baptiste HEBRAS
95 rue des Amidonniers
31000 Toulouse
Tél : 05 61 23 13 55

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est une mission de Base + OPC.

3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée pour cette opération par :

OTCE MP -Abderrahine Chine
95 rue des Amidonniers
31000 Toulouse
Tél : 05 61 23 13 55

Courriel : achine@otce.fr

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC
Agence Rodez Albi
Résidence le Pirée
Avenue de l'hôpital
12000 Rodez

Les missions de contrôle technique sont les suivantes : LE, L, SEI, HAND

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

CONSEILS COORDINATION

18 plateau Saint Salvadou
81000 Albi

3.5 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

4 - Durée et délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le calendrier d'exécution des travaux.

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : semaine 29.

Date prévisionnelle de réception des travaux : la semaine 45.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix global est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché de travaux dans son contexte, y compris frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Aucune sujétion normalement prévisible ne pourra être considérée comme non couverte par le prix, au sens de l'article 9.1.1 du CCAG.

Une visite obligatoire est prévue en phase consultation, le titulaire ne pourra pas se prévaloir d'une méconnaissance du site afin de modifier ses prix.

Comme toutes les autres sujétions normalement prévisibles, les sujétions liées au déroulement des travaux et à leur localisation sont intégralement à la charge du titulaire, qu'elles découlent des activités de l'établissement, des conditions de déroulement du chantier, de la simultanéité du chantier avec d'éventuels travaux ou interventions d'entretien sur le site, de la proximité des chantiers en dehors du site, des moyens de transport, de la gestion des déchets de chantier...

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée en utilisant le portail Chorus PRO accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail

de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 130 012 784 00018

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes:

-les prestations sont conformes en tous points aux engagements

-aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 – Conditions générales d'exécution des travaux

Les travaux seront exécutés conformément aux directives données par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre soit sur le chantier, soit sur les documents graphiques, soit sur les commandes dressées et notifiées par ces derniers.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une insuffisance de description, de désignation ou de directive pour prétendre à une quelconque indemnité. Il lui appartiendra dans tous les cas, de demander en temps voulu au maître d'œuvre chargé du chantier, des directives qui pourraient faire défaut.

L'entreprise sera entièrement responsable pécuniairement des vols et/ou dégâts qui seraient commis par son personnel ou un tiers sur le/les lieux où elle aura à intervenir ainsi que des dégâts occasionnés aux tiers et consécutifs à toute négligence dans l'exécution des travaux. Il est précisé que si des vols ou des dégâts matériels se produisaient à la suite de négligence de l'entreprise, le maître d'ouvrage se réserverait tous les droits de se retourner contre elle et lui en faire supporter les dépens.

En toutes circonstances, il sera censé avoir prévu les difficultés ou imprévus qui surgiraient en cours d'exécution des travaux. Il sera également pleinement responsable de dégradations, pertes ou vols de matériaux et matériels entreposés sur le chantier.

Conformément aux prescriptions techniques générales, les entreprises devront assurer la protection de leurs ouvrages pendant le cours du chantier ainsi que la réfection de leurs ouvrages défectueux ou détériorés, constatés soit en exécution, soit à la réception. Ils supporteront toutes les conséquences du non-respect de cette contrainte.

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Sans objet.

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit

prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

9.4 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.5.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.5.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

10 - Réception

10.1 - Réception des travaux

10.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

10.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

11 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Pénalités

Toutes les pénalités mentionnées au présent article sont cumulables.

Tout manquement aux obligations contractuelles sera sanctionné par l'application de pénalités. Les manquements sont constatés par des rapports écrits du maître d'œuvre chargé du contrôle de l'exécution du présent marché.

L'ensemble de ces pénalités est applicable après mise en demeure préalable. Dans ce cas, le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités sont appliquées.

Les pénalités sont appliquées par précompte sur les sommes dues au titulaire. Les pénalités ci-après ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste intégralement recevable de la prestation dont la non-réalisation ou mauvaise réalisation a donné lieu à l'application desdites pénalités et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait de son paiement.

Les pénalités étant des indemnités, la TVA n'est pas applicable.

Par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux, tout délai est exprimé en jours calendaires et non en jours ouvrés (sauf mention spécifique).

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard une pénalité fixée à 200,00 €.

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucun plafonnement des pénalités de retard, ni aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune prime pour réalisation anticipée des prestations, objets du présent marché.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

Les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 80,00 € par absence.

Tout document incomplet ou manquant au jour de la réception fixée par le Maître d'ouvrage fait l'objet d'une pénalité forfaitaire automatique de respectivement 100 €HT par document incomplet et 300 €HT par document manquant.

Le Titulaire aura alors l'obligation de compléter les éléments incomplets et de fournir les documents manquants sous quinzaine. A défaut, une nouvelle pénalité forfaitaire sera appliquée d'une valeur de 1 000 € HT pour les travaux réceptionnés.

Pénalités pour mauvaise exécution ou inexécution : pénalité journalière de 200,00 € applicable.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire le Tribunal Administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - Tél.: 05 62 73 57 57.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 – Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

18 - Dérogations

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1, 19.2.2, 19.2.4 et 19.4 du CCAG - Travaux